

*Sénat et Chambre des communes—Loi*

**M. McDermid:** Et votre chef? Il a subi une grosse réduction.

**M. Nunziata:** Nous ne parlons pas du traitement des députés et des sénateurs, mais de l'équité et de la justice de la politique préconisée et mise en application par le gouvernement du Canada. S'il se préoccupait réellement du sort des opprimés et des défavorisés, il n'aurait pas adopté deux budgets régressifs qui constituent un coup brutal asséné directement aux pauvres. Le gouvernement a désindexé les allocations familiales et il essaie de faire de même avec les pensions. S'il s'inquiétait vraiment du sort des démunis, il déclarerait la guerre à la pauvreté. Qu'il présente des mesures pour venir en aide aux pauvres au lieu d'avantager les hommes et les femmes d'affaires de Bay Street, les gens d'affaires les plus riches du Canada.

**M. Della Noce:** D'où vient votre chef? De Bay Street?

**M. Nunziata:** Si le gouvernement a été capable d'aider le secteur pétrolier de l'ouest du Canada, et s'il est parvenu à trouver 1 milliard de dollars pour indemniser les actionnaires de certaines banques qui ont fait faillite, voire même des milliards de dollars pour aider des hommes d'affaires canadiens, il devrait pouvoir trouver les moyens d'aider les pauvres.

Le gouvernement, par sa conduite, a vraiment donné aux Canadiens des motifs de douter de sa crédibilité et de son intégrité. S'ils s'inquiètent vraiment du gaspillage au sein de l'administration, pourquoi le premier ministre (M. Mulroney) et son gouvernement tiennent-ils tant à construire une prison dans la circonscription du premier ministre? Nous avons là un excellent exemple de l'utilisation éhontée des deniers publics à des fins de politique politicienne. Le gouvernement a laissé se perdre 41 millions de dollars parce que le premier ministre voulait faire des largesses à ses électeurs. Dans quelle mesure cet argent aurait-il pu venir en aide aux pauvres? Il aurait certainement pu aider les Canadiens qui, par milliers, subissent l'humiliation de faire la queue aux soupes populaires dans toutes nos grandes villes. C'est un malheur national que nos concitoyens soient obligés de faire ainsi la queue pour obtenir de quoi manger.

**M. McDermid:** Depuis quand les soupes populaires existent-elles?

**M. Rodriguez:** Ce n'est pas d'hier qu'elles existent.

**M. McDermid:** Ça, c'est certain.

**M. Nunziata:** Pourtant, le premier ministre a décidé de gaspiller 41 millions de dollars de l'argent des contribuables alors que son gouvernement, par l'entremise de sa femme, s'enorgueillit d'inaugurer des banques d'aliments. Le parti libéral du Canada a bien l'intention de fermer jusqu'à la dernière de ces maudites banques d'aliments. Le fait que ces institutions se soient multipliées dans toutes les régions du Canada indique que notre régime d'aide sociale est bien mal en point.

**M. McDermid:** Depuis quand existent-elles?

**M. Nunziata:** Au lieu de construire des prisons dans la circonscription du premier ministre, de créer des sinécures parmi son personnel à l'intention de ses écrivailleurs et de ses argentiers, au lieu de payer plus de 100 000 \$ par année pour

embaucher Dalton Camp, au lieu de gaspiller de l'argent pour louer des réactés Challenger qui suivent le premier ministre dans ses pérégrinations, le gouvernement ferait mieux de consacrer l'argent aux nécessiteux.

J'ai tenté de faire voir l'hypocrisie de cette mesure. Bien sûr que la Chambre va l'adopter. Nos grands journaux vont peut-être y consacrer un paragraphe, mais les Canadiens refuseront de se laisser leurrer. Ils sauront reconnaître l'hypocrisie de cette décision. Je suis persuadé qu'aux prochaines élections, ils feront savoir au gouvernement ce qu'ils en pensent au moment de voter. Quiconque examine les sondages d'opinion publique effectués depuis deux ans constate de toute évidence que le gouvernement conservateur a perdu l'aval et la confiance des Canadiens. En septembre 1984, les électeurs ont donné aux conservateurs l'occasion de gouverner. Nos vis-à-vis ont raté leur coup, ils ont bousillé le travail et les Canadiens le savent maintenant. Faut-il s'étonner que les conservateurs se disputent avec les néo-démocrates la défaveur populaire?

Pour conclure, je me permets de signaler que des députés de ce côté-ci de la Chambre se proposent d'appuyer le projet de loi. C'est un projet de loi hypocrite, mais si le gouvernement tient à jouer à ce petit jeu mesquin, nous allons réagir en conséquence. Toutefois, il est regrettable que le NPD veuille clore le débat. J'ai beaucoup de respect pour le député de Nickel Belt (M. Rodriguez). Je crois qu'il travaille dur. Je lui demande de reconsidérer sa position. Je sais que s'il se regarde dans une glace et s'il relit le harsard, il va saisir toute l'hypocrisie de la motion qu'il a proposée. Je vous remercie de m'avoir permis de dire quelques mots, monsieur le Président.

**M. McDermid:** Comment pouvez-vous dire cela de sang-froid?

**M. Rodriguez:** C'est facile quand on n'a aucun sang-froid.

● (1250)

**M. Reimer:** Monsieur le Président, j'ai une question à poser au député de York-Sud—Weston (M. Nunziata). Peut-il nous dire quel premier ministre canadien a jamais proposé et accepté une baisse de salaire de 15 p. 100? Quels ministres fédéraux ont jamais accepté de voir leur salaire réduit de 10 p. 100? Quels parlementaires canadiens ont réduit leur traitement de 1 000 \$? Le chef de l'opposition (M. Turner) a-t-il jamais accepté une baisse de salaire de 10 p. 100 équivalant à celle que les ministres ont acceptée? Sinon, pourquoi?

**M. Nunziata:** Monsieur le Président, je peux peut-être poser une ou deux questions au député.

**Des voix:** Non, non!

**Des voix:** Répondez.

**M. Nunziata:** Je n'attends pas de réponses, monsieur le Président. Je sais qu'il ne convient pas que je pose maintenant des questions au député. J'attendrai qu'il ait présenté ses observations pour l'interroger. Cependant, en guise de réponse, je lui demanderai de réfléchir sur certaines questions que j'aimerais à mon tour lui poser.